

Les opérations de plus-values internes suite à la loi-programme du 25 décembre 2016

Le traitement des opérations de plus-values internes, qu'elles soient réalisées par voie d'apport et/ou de cession, ainsi que des opérations de réductions de capital qui lui seraient postérieures, fait actuellement d'un changement profond de son régime légal, suite à la loi-programme du 25 décembre 2016, de même que d'une attention redoublée de la part de l'administration. Tandis que ces opérations sont particulièrement fréquentes, la présente contribution a pour vocation de brosser le contexte de cette nouvelle réglementation, ses lignes directrices et les évolutions qui se trament en la matière.

Pour de plus amples informations :



Benoît Malvaux

PARTNER

benoit.malvaux@strelia.com



Eric-Gérald Lang

ASSOCIATE

eric-gerald.lang@strelia.com

1. Contexte : les opérations de plus-value interne

1. Le mécanisme des « plus-values internes » consiste pour une personne physique à apporter (et/ou vendre) avec plus-value une participation qu'elle détient à une holding (existante ou à constituer) qui lui est (partiellement ou totalement) liée. S'agissant d'une holding liée, la plus-value qui est dite « interne ».

Réaliser une telle plus-value interne exonérée ne revêtirait pas un intérêt notable à l'impôt sur les revenus si elle ne permettait ensuite de sortir les réserves et bénéfices futurs de la société apportée (et/ou cédée) sans perception du précompte mobilier, via des réductions du capital (et/ou des remboursements du prix de cession) par la holding¹.

2. Classiquement, afin de contenir ces opérations dans les limites de l'acceptable, l'administration s'attache principalement à analyser le caractère imposable (ou non) de la plus-value interne réalisée par l'actionnaire. Il est ainsi examiné, sur base de critères factuels largement discutés dans la jurisprudence, si la plus-value peut être exonérée comme réalisée dans le cadre de la « gestion normale du patrimoine privé » de l'actionnaire ou si, à l'inverse, elle doit être imposée au taux de 33 % comme étant réalisée à titre « spéculatif »². Cependant, depuis l'introduction du nouvel article 344, § 1^{er}, du CIR 92, la matière a connu une certaine évolution et l'attention de l'administration s'est (également) reportée sur les réductions de capital subséquentes.

Ces approches restent d'actualité pour les opérations issues de plus-values internes réalisées jusqu'au 31 décembre 2016³ et l'ISI devrait d'ailleurs amplifier ses contrôles (sinon procéder à des contrôles systématiques) relativement aux apports et/ou aux réductions de capital effectués sur les trois dernières années⁴.

¹ Suite à l'apport (et/ou la vente), la société holding pourra normalement se faire attribuer les bénéfices de sa filiale à titre de dividendes exonérés à 95 % et procéder, jusqu'au montant de la plus-value interne, à des remboursements en capital non-imposables (i.e. réduction de capital ou remboursement du prix de vente) vis-à-vis de la personne physique.

² Cf. l'art. 90, 9°, du Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après, « CIR 92 ») et, avant la loi du 11 décembre 2008, l'art. 90, 1°, du CIR 92.

³ *Doc. Parl.*, session 2016-2017, n° 54 2208/001, p. 47, qui relève expressément que ces opérations antérieures « pourront tomber dans le champ d'application de la mesure anti-abus de l'article 344, § 1^{er}, CIR 92 ».

⁴ Sur ces approches, not. les réductions de capital y étant postérieures, voy. : E.-G. Lang et B. Malvaux, « La réduction de capital post plus-value interne », *Revue Belge de la Comptabilité*, 2016/2. Pour un état récent de la problématique bien connue des taxations des plus-values spéculatives, voy. : Huart et Wolff, « Plus-value interne : état des lieux des principales problématiques et des possibilités d'optimisation du transfert de patrimoine », *C & FP*, 2014/5, pp. 2 et ss.

⁵ *Doc. Parl.*, session 2016-2017, n° 54 2208/001, p. 48.

⁶ Cf. Art. 18, al. 1, nouveau, du CIR 92 ; *Doc. Parl.*, session 2016-2017, n° 54 2208/001, pp. 46 et 47.

3. Le législateur a néanmoins souhaité aller plus loin et vient d'adopter un régime introduisant une certaine transparence fiscale à de telles opérations. Ce nouveau régime est d'application pour les plus-values internes réalisées à partir du 1^{er} janvier 2017 et est examiné ci-après.

2. Objectifs et mesures de la loi-programme du 25 décembre 2016

4. Les articles 96 à 99 de la loi-programme du 25 décembre 2016 ont introduit dans le Code des impôts sur les revenus 1992 (ci-après, « CIR 92 ») un nouveau régime visant à « assurer l'application du précompte mobilier dans le cas d'un apport des actions ou parts d'une société dans une autre société, qui n'entraîne pas de taxation de plus-value [à titre de revenus divers], suivi par un remboursement de capital libéré de cette dernière société »⁵.

5. Sa principale mesure consiste en la modification de l'article 184, al. 3, du CIR 92, lequel prévoit dorénavant que :

« Dans l'éventualité d'un apport d'actions ou parts pour lequel les plus-values, **soit**, sont exonérées en vertu de l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, et ne tombent pas sous l'exonération des plus-values sur actions ou parts prévue à l'article 192, **soit, ne sont pas imposables conformément à l'article 90, alinéa 1^{er}, 9°, premier tiret, ou à l'article 228, § 2, 9°, h**, le capital libéré à l'occasion de l'échange de nouvelles actions ou parts émises par la société bénéficiaire de l'apport est égal à la valeur d'acquisition des actions ou parts apportées dans le chef de l'apporteur. »

6. Pour éviter toute contestation, la loi clarifie également les textes des articles 18 et 198 du CIR 92 afin mettre expressément sur le même pied les sociétés belges qu'étrangères pour ce qui concerne la notion de capital libéré et le traitement des remboursements qu'elles effectueraient⁶.

3. Champ d'application

7. Il convient d'abord de relever que seul les apports d'actions ou parts sont visés par le nouveau dispositif, à l'exclusion du cas d'une vente d'actions à son propre holding (cf. Titre 4). Cette limitation résulte de l'insertion du nouveau régime à l'article 184, al. 3, du CIR 92, lequel a spécifiquement trait aux plus-values réalisées suite à un « apport d'actions ou parts ».

8. De manière générale, sont visés tant les apports d'actions ou parts effectués par des personnes physiques résidents belges tant lorsque ces apports sont effectués en faveur de sociétés belges qu'étrangères (cf. no 6),

⁷ S'agissant des échanges d'actions effectués par des entités soumises à l'impôt des sociétés, un régime analogue existe déjà (cf. no 12).

⁸ À noter que, comptablement, contrairement aux plus-values d'échanges réalisées à l'occasion de fusions, scissions et autres opérations assimilées, la plus-value doit être enregistrée (cf. art. 41, § 1^{er}, de l'Arrêté royal d'exécution du Code des sociétés).

⁹ En cas de revente des actions échangées sous exonération temporaire, la plus-value est calculée eu égard à la valeur d'acquisition ou d'investissement des actions ou parts échangées (cf. art. 45, § 1^{er}, al. 2, du CIR 92). [Pour les sociétés, il est encore prévu que l'article 192 du CIR 92 est « limité à la différence entre le prix de réalisation et la valeur réelle des actions au moment de l'opération d'apport » (cf. art. 192, § 1^{er}, al. 3, du CIR 92).

¹⁰ Selon cet article, le maintien de l'exonération est alors subordonné à la condition que le contribuable produise la preuve qu'il est encore en possession des actions ou parts reçues et que celles-ci n'ont pas fait l'objet d'un remboursement total ou partiel, à l'appui de ses déclarations à l'impôt des personnes physiques subséquentes à celle au cours de laquelle a eu lieu l'opération. À défaut, la plus-value est considérée comme un revenu imposable de la période imposable au cours de laquelle la condition de détention n'est plus remplie.

¹¹ Sur ces questions, voy. not. H. Lamon, *Acquisition, financement et cessions d'entreprises*, Larcier, Bruxelles, 2015, nos 1207 et ss.

ainsi que par des non-résidents suite à des apports d'actions ou parts dans des sociétés résidentes.

9. À noter, par contre, que les apports effectués par des entités soumises à l'impôt des personnes morales ou à l'impôt des sociétés ne sont pas soumis à cette nouvelle réglementation⁷.

4. Fonctionnement du nouveau régime

4.1. Régime dans le chef de l'apporteur

10. Le régime fiscal applicable aux apports d'actions et parts reste inchangé dans le chef du cédant personne physique. Dans la mesure où la valeur d'apport est supérieure à la valeur d'acquisition des actions, le cédant réalise une plus-value qui suivra le régime suivant :

- a. si la plus-value est réalisée à titre professionnel : taxation au titre de revenu professionnel (taux progressifs) (cf. art. 24, al. 2, ou 27, du CIR 92)⁸, sauf exonération temporaire au titre d'échange d'actions (cf. art. 45, § 1^{er}, 2^o, du CIR 92 – cf. *infra*) (cas rare)⁹ ;
- b. si la plus-value est réalisée à titre spéculatif (hors du cadre de la gestion normale du patrimoine privé) ou suite à l'apport d'une participation importante à une société hors E.E.E. : taxation au titre de revenu divers (taux de 33 % ou 16,5 %) (cf. art. 90, 9^o, du CIR 92), sauf exonération temporaire au titre d'échange d'actions (cf. art. 95, du CIR 92 – cf. *infra*)¹⁰ ;
- c. si la plus-value est réalisée hors de ces cas (et donc dans le cadre de la gestion normale du patrimoine privé) : absence de taxation (cf. art. 90, 1^o, du CIR 92)¹¹.

11. En pratique, pour les personnes physiques, la plus-value sera le plus souvent exonérée en tant qu'opération réalisée dans le cadre de la gestion normale du patrimoine privé (cas c.) et il ne faudra pas faire appel aux exonérations temporaires.

Si le nouveau régime n'implique pas de changement pour l'apporteur, il subira néanmoins un impact indirect dans la mesure où l'apport n'aboutira plus que partiellement à la création de capital libéré dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport et, pour le reste, ne leur sera remboursable qu'à titre de dividendes soumis au précompte mobilier (cf. *infra*).

¹² Cf. Directive 2009/133/CE du Conseil du 19 octobre 2009 concernant le régime fiscal commun applicable aux fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs et échanges d'actions intéressant des sociétés d'États membres différents, ainsi qu'au transfert du siège statutaire d'une SE ou d'une SCE d'un État membre à un autre, *J.O.*, no L 310 du 25 novembre 2009, p. 34.

¹³ Cf. art. 45, § 1^{er}, al. 1, 2^o, et 95 du CIR 92.

¹⁴ Cf. art. 39 et 41, § 1^{er}, de l'AR soc.

¹⁵ Art. 184, al. 4, du CIR 92.

¹⁶ Typiquement, l'apport des actions d'une société bénéficiant d'un régime fiscal exorbitant et ne répondant donc pas aux conditions de taxation prévues pour les RDT.

¹⁷ Cf. art. 192, § 1^{er}, du CIR 92 ; *Doc. Parl.*, session 2007-2008, n° 52 1398/001, pp. 9, 31, 34 et 35. Voy. ég. : H. Lamon, *Acquisition, financement et cessions d'entreprises*, Larcier, Bruxelles, 2015, nos 1206 et 1211.

12. Pour rappel, les exonérations temporaires en cas d'échange d'actions visent à transposer la Directive Fusion¹² et sont soumises aux conditions suivantes :

- la société bénéficiaire acquière au total plus de 50 p.c. des droits de vote dans la société dont les actions ou parts sont apportées (ou, si elle dispose déjà d'une majorité des droits de vote, accroît sa participation) ;
- il n'y a pas de soulte en espèces supérieure à 10 p.c. de la valeur nominale (ou à défaut de valeur nominale, du pair comptable des nouvelles actions ou parts émises) et ;
- l'opération répond au prescrit de l'article 183bis du CIR 92¹³.

4.2. Régime dans le chef de la société bénéficiaire

13. En cas d'apport d'actions, hors dans le cadre du régime de continuité pour les fusion, scission et autres opérations y assimilées, mais y compris en cas d'échange d'actions, les actions apportées sont en principe comptabilisées à leur valeur d'apport (y compris l'éventuelle plus-value réalisée à cette occasion) chez la société bénéficiaire¹⁴. Sur le plan fiscal, le capital libéré est « censé correspondre à la valeur réelle des actions ou parts apportées dans la mesure où l'apport est rémunéré en actions ou parts »¹⁵. En d'autres termes, un *step up* est ainsi reconnu tant au niveau comptable que fiscal.

14. Conformément à l'article 184, al. 3, du CIR 92, précité, il était déjà dérogé à cette règle lorsque les plus-values d'apport réalisées par l'apporteur « sont exonérées vertu de l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et ne tombe pas sous l'exonération des plus-values sur actions ou parts prévue à l'article 192 », à savoir :

- en cas d'apport par une personne physique d'une participation affectée à son activité professionnelle, avec application du régime d'exonération temporaire (cas a., *supra*) ;
- en cas d'apport par une société d'une participation ne pouvant bénéficier de l'exonération de l'article 192 du CIR 92¹⁶, avec application du régime d'exonération temporaire.

Cette disposition a été introduite par la loi du 11 décembre 2008 afin de « prévoir un régime de neutralité fiscale » pour les cas où la plus-value n'est pas exonérée sous « le régime général ordinaire » et qu'il est alors recouru au régime d'exonération temporaire¹⁷.

¹⁸ À noter que le texte n'est pas parfaitement clair quant à son éventuelle application aux apports par une personne physique d'une participation importante à une société hors E.E.E. et soumis à une taxation de 16,5 % (cf. Art. 90, al. 1^{er}, 9°, deuxième tiret, du CIR 92).

¹⁹ Art. 184, al. 3, du CIR 92.

²⁰ *Doc. Parl.*, session 2016-2017, n° 54 2208/001, p. 49.

Vu le caractère anecdotique des situations visées jusqu'à présent, ce régime n'a fait l'objet que de peu de commentaires et est resté assez méconnu.

15. La nouvelle loi vient désormais y adjoindre le cas des plus-values d'apport qui « ne sont pas imposables conformément à l'article 90, alinéa 1^{er}, 9°, premier tiret, ou à l'article 228, § 2, 9°, h », du CIR 92, à savoir les apports par une personne physique d'une participation dans le cadre de la gestion normale du patrimoine privé.

En pratique, la nouvelle disposition vise donc la grande majorité des plus-values réalisées par des contribuables personnes physiques (et qui le sont à titre privé)¹⁸.

16. Dans ces cas, le capital libéré est alors égal à la valeur d'acquisition des actions ou parts apportées dans le chef de l'apporteur et, à défaut de pouvoir l'établir, la valeur du capital libéré représenté par les actions ou parts apportées, dans le capital libéré total de la société dont elles sont représentatives. Pour le reste, l'apport est considéré comme une « réserve taxée »¹⁹.

En d'autres termes, vu la référence à la valeur d'acquisition, il ne s'agit pas tellement d'une absence totale de *step up* dans le chef de la société holding (par rapport au capital libéré de la société dont les actions lui sont apportées) que d'un *step up* limité (jusqu'à concurrence de la valeur d'acquisition chez l'apporteur, si celle-ci est connue).

17. S'agissant de la partie de l'apport considéré comme une telle réserve taxée, sa distribution au titre de remboursement de capital ou de dividende sera soumise au précompte mobilier (porté par la même loi à 30 % à partir du 1^{er} janvier 2017). Et tel est effectivement l'objectif poursuivi par la nouvelle réglementation afin de lutter indirectement contre les plus-values d'apport (cf. no 4).

18. Par ailleurs, il est expliqué que le montant de réserve taxée sera (iii) ajouté la « situation de début des réserves dans le chef de la société recevant l'apport afin de neutraliser fiscalement le mouvement des réserves à concurrence de ce montant »²⁰. Il est à espérer que ce mouvement sera confirmé formellement à l'article 74, al. 2, 1°, de l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus (ci-après, « AR CIR 92 »).

5. Exclusion des ventes d'actions

19. Comme indiqué, les opérations de cessions d'actions ou parts en dehors d'un apport ne sont pas visées par le nouveau dispositif.

²¹ *Doc. Parl.*, session 2016-2017, n° 54 2208/001, pp. 48 et 160.

²² *Doc. Parl.*, session 2016-2017, n° 54 2208/008, p. 16.

²³ *Ibid.*, pp. 16 et 17.

²⁴ *Ibid.*, pp. 17 et 18.

Le législateur justifie cette position du fait que « Dans de tels cas, il n'est en effet pas question de création de capital libéré » et que « L'imposition peut dès lors déjà être assurée dans de tels cas par d'autres dispositifs (comme l'article 90, alinéa 1er, 9°, 1er tiret, CIR 92, en dehors de la gestion normale du patrimoine privé, ou au moyen de l'application éventuelle de l'article 344, § 1er, CIR 92). Par ailleurs, aux craintes du Conseil d'Etat que le système soit contourné par la « vente d'actions ou de parts à un holding propre, suivie peu après par l'apport de la créance », l'exposé relève que « la vente d'actions à une société holding en échange d'une créance (qui éventuellement plus tard peut être incorporée au capital ou être apurée par le versement de dividendes ou d'autres allocations de la part de la société d'exploitation) pourrait ne pas cadrer avec la gestion normale du patrimoine privé » et la plus-value pourrait donc être imposable à titre spéculatif²¹. Enfin, l'exposé y ajoute encore à juste titre que le SDA n'a donné aucune décision positive dans le cadre d'une vente d'actions à sa propre holding.

20. Par rapport à ce qui précède, le Ministre relève encore qu'« il convient d'établir une distinction claire » à savoir qu'« une simple vente de parts ne constitue en effet pas une transaction grâce à laquelle des réserves peuvent être prélevées de la société à un taux fiscal avantageux » tandis qu'« il en va autrement lorsque la vente s'effectue contre une créance qui est par exemple apportée ou apurée ultérieurement via des dividendes ou des versements de dividendes depuis la société d'exploitation au profit de la société holding »²².

Pour ce dernier cas, le Ministre continue en indiquant que les dispositions actuelles permettent soit de taxer la plus-value comme spéculative, soit d'opérer un prélèvement sur base de la disposition anti-abus « en cas d'apurement du prêt ou de l'apport de la créance ultérieur », de telles situations constituant « des cas d'école d'unité d'intention dans le cadre de laquelle l'application de la disposition générale anti-abus peut être appliquée »²³.

Par rapport aux ventes d'actions, le Ministre ajoute encore que « le Code prévoit déjà le caractère imposable lorsque la transaction vise à prélever les fonds de la société d'exploitation contre une charge fiscale minimale » (faisant sans doute référence à la requalification des intérêts en dividendes au-delà d'un ratio de 1:1 de dette/fonds propres) et que « si le holding compte également d'autres personnes, la situation n'est pas comparable »²⁴.

21. Si d'aucuns salueront l'initiative de s'attaquer à de tels montages, l'on peine à suivre les raisonnements du Ministre ou à cerner la cohérence du régime dans son ensemble. En effet, en cas de vente, l'évitement du précompte est déjà réalisé par le seul fait du remboursement de la créance

²⁵ *Doc. Parl.*, session 2016-2017, n° 54 2208/008, p. 15.

²⁶ Cf., pour des exemples récents : Décision anticipée 2016.413 dd. 12.07.2016 ; Décision anticipée 2016.114 dd. 22.03.2016 ; Décision anticipée 2016.026 dd. 23.02.2016.

²⁷ Voorafgaande beslissing 2016.389 dd. 05.07.2016 ; Voorafgaande beslissing 2016.336 dd. 29.06.2016.

²⁸ Cf. p. ex. : Décision anticipée 2016.401 dd. 12.07.2016 ; Décision anticipée 2014.339 dd. 05.07.2016 ; Voorafgaande beslissing 2016.316 dd. 21.06.2016 ; Décision anticipée 2015.570 dd. 26.04.2016 ; Décision anticipée 2016.021 dd. 23.02.2016.

²⁹ Décision anticipée 2016.419 dd. 12.07.2016 ; Voorafgaande beslissing 2016.258 dd. 31.05.2016.

de prix en principal (comparable au remboursement du capital libéré). Nul besoin d'un quelconque apport de la créance de prix des actions au capital de la société acheteuse, ni même d'un quelconque prêt, pour réaliser l'épargne fiscale contre laquelle entend lutter la loi-programme.

Comme souligné en commission, force est de constater que les opérations de vente internes (qui ne sont pas moins avantageuses que les opérations d'apport) restent en dehors du régime et que « la charge de la preuve et l'initiative incombent dans ce cas à l'administration »²⁵.

Par ailleurs, s'il est vrai que les ventes d'actions à une holding propre n'ont pas donné lieu à des décisions positives, ou tout-à-fait exceptionnellement, de telles opérations ont évidemment été acceptées vers des tiers²⁶, éventuellement pour assoir un nouveau partenaire²⁷, mais aussi vers des holdings détenues par des personnes plus ou moins apparentées (p.ex. vente de la participation à la holding des enfants²⁸, ou encore à celle d'une autre branche familiale²⁹).

22. Sans doute faut-il comprendre que le législateur souhaite préserver une certaine flexibilité quant au régime applicable aux ventes d'actions, notamment tenant compte que l'acquéreur n'y est pas nécessairement lié au vendeur. Ou alors faut-il comprendre qu'une taxation des plus-values de cession serait prochainement sur les rails (actuellement portée par le CD&V dans le cadre de l'accord de gouvernement). Quoiqu'il en soit, et comme c'est le cas jusqu'à présent, un tel acquéreur pourra alors réaliser la plus-value interne :

- (i) soit en acquérant les actions directement via une société (ce qui est la situation la plus courante) ;
- (ii) soit en apportant lui-même les actions (puisque la valeur d'acquisition comprendra alors déjà la plus-value).

Dans ces deux cas, la société peut en principe exonérer les dividendes perçus de la société cédée et les redistribuer ensuite sous forme de remboursement en capital.

6. Observations finales

23. Ce nouveau régime va à nouveau fortement modifier les comportements de l'administration et des contribuables par rapport aux opérations précitées. De première vue, l'on peut formuler les observations suivantes :

Apports postérieurs au 1^{er} janvier 2017

- l'application automatique du nouveau régime (de même que la quantité de précédents ayant qualifié les opérations de non spéculatives et le taux élevé du précompte mobilier) devrait décourager l'administration à encore envisager la taxation de plus-values spéculatives en cas d'apport ;
- les contribuables resteront également n'avoir aucun d'intérêt à voir leurs plus-values internes taxées comme spéculatives :
 - si la valeur d'acquisition est proportionnellement plus élevée que le capital libéré de la société, le *step up* pourra rester intéressant (sinon important) ;
 - si tel n'est pas le cas, la neutralité fiscale de l'opération devrait être assurée et celle-ci restera pouvoir se justifier pour différents motifs économiques ;
- la distribution du capital libéré jusqu'à concurrence du *step up* autorisé par l'article 184, al. 3, nouveau, du CIR 92 devrait moins prêter le flanc à contestation sous l'angle de l'article 344, § 1^{er}, du CIR 92, compte-tenu du le régime *ad hoc* instauré.

Apports antérieurs au 31 décembre 2016

- les contrôles tant au niveau des plus-values internes (i.e. taxation à titre spéculatif) que des réductions de capital (i.e. taxation à titre de dividende, sur base de l'abus fiscal) devraient s'intensifier (sinon devenir systématique), à tous le moins relativement aux opérations réalisées sur les derniers exercices encore ouverts (i.e. les années 2014, 2015 et 2016) ;
- les contribuables resteront évidemment n'avoir aucun intérêt à voir leurs plus-values internes taxées comme spéculatives et/ou auront obtenu un ruling confirmant cette absence de taxation ;
- toutefois, si la taxation comme plus-value spéculative ne sera pas forcément évidente (vu les nombreux rulings consentis par l'administration), l'opposabilité des réductions de capital concentrera

³⁰ Sur cette question, voy. not. : E.-G. Lang et B. Malvaux, « La réduction de capital post plus-value interne », *Revue Belge de la Comptabilité*, 2016/2.

³¹ Voy. not. Décision anticipée no 2015.538 du 22 décembre 2015 ; Décisions 2014.319 du 19 août 2014.

l'attention dans les années à venir³⁰ ; à cet égard, l'on peut encore relever que :

- le Service des Décisions Anticipées a déjà été amené à se prononcer sur de telles réductions de capital et aura certainement l'occasion de préciser sa conduite ;
- des décisions positives ont déjà été rendues, par exemple, lorsque celle-ci faisait suite à la revente d'une participation par la holding³¹.

Ventes d'actions à des holdings internes

- le risque de voir de telles plus-values taxées à titre spéculatif devrait s'accroître, sinon devenir inévitable, dans les années à venir, tant pour les cessions antérieures que postérieures ;
- ceci étant, de nombreuses décisions anticipées ont déjà accepté le caractère non-spéculatif de telles cessions lorsqu'elles ont lieu au profit de tiers, en ce compris des proches (p.ex. la holding des enfants – cf. no 19) ;
- de manière générale, l'exclusion des plus-values de cession du nouveau régime pourrait augurer une extension prochaine de la taxation des plus-values sur actions (tant à des holdings internes qu'à des tiers).

Le 30 décembre 2016,

Benoît Malvaux

PARTNER

benoit.malvaux@strelia.com

Eric-Gérald Lang

ASSOCIATE

eric-gerald.lang@strelia.com

T : +32 2 627 00 90

F : +32 2 627 01 09

www.strelia.com